

LE POIDS DU HAMAS

Alain Dieckhoff
CERI/CNRS

L'effacement de Sharon risquait de faire du parti Kadima, un mort-né. Pourtant, et malgré la victoire du Hamas, son audience reste forte. Mais conditionnée à la non-reprise des violences.

Lorsque, fin novembre, les Israéliens ont été convoqués pour des législatives anticipées, peu auraient imaginé qu'elles se tiendraient dans une situation profondément transformée, d'abord par la disparition politique de leur Premier ministre, ensuite, par le triomphe du Hamas aux élections palestiniennes.

L'effacement brutal d'Ariel Sharon, qui avait tout juste commencé à jeter les fondements d'une nouvelle formation centriste, marque la fin d'une époque, celle de la génération de 1948. Pourtant, contrairement aux prédictions alarmistes de beaucoup, le parti Kadima, fondé par Sharon, n'est pas mort-né. Son audience est même restée remarquablement stable dans les sondages préélectorales (une quarantaine de sièges). Cette constance est due au fait que le message de Kadima désormais emmené par Ehoud Olmert, l'ancien maire de Jérusalem, autour duquel se sont rassemblés les dissidents - pour la plupart, des modérés du Likoud, des transfuges travaillistes et quelques représentants de la société civile - trouve un écho certain dans l'opinion publique. Ce message est simple : Israël doit désormais commencer à établir ses frontières permanentes avec les Palestiniens, sans hésiter, si nécessaire à le faire de façon unilatérale, comme lors du retrait de Gaza.



La popularité incontestable de cette méthode place les deux formations historiques de l'échiquier israélien en porte-à-faux. Sous la houlette du syndicaliste Amir Peretz, le Parti travailliste qui a vu l'arrivée aux commandes d'une nouvelle génération de quadras, a d'abord cherché à mettre en avant la question sociale - cruciale dans un pays où un quart de la population vit sous le seuil de pauvreté - pour tenter de mordre sur l'électorat sépharade. Mais avec une petite vingtaine de députés, il n'est pas parvenu à la placer au centre d'un débat public qui reste dominé par les problèmes de sécurité et de diplomatie. Sur ce terrain, il a avancé un programme plutôt courageux qui insiste sur la mise en œuvre d'un partage territorial équitablement négocié avec les Palestiniens, tout en prônant, à défaut, une séparation physique et politique unilatérale...

Quant au Likoud dont Benyamin Netanyahou a repris la tête, il se place clairement à droite. Son discours insiste sur le renforcement des « zones stratégiques » en Cisjordanie et revient à encourager un immobilisme diplomatique total. Ses colistiers, fermement opposés au retrait de Gaza, ne l'encourageront pas à plus de modération. Cette position intransigeante ne rencontre, pour l'heure, qu'un écho limité (une quinzaine de députés, selon les sondages) mais son audience pourrait s'accroître en cas de dégradation de la sécurité intérieure, si la victoire éclatante du Hamas conduisait à la reprise des attentats. Ce scénario n'est pas le plus plausible, la formation islamiste, désormais intégrée, en position dominante dans le jeu politique palestinien, ayant plutôt intérêt à se présenter comme un acteur raisonnable.

Une fois encore, le résultat des élections israéliennes dépendra, pour une part, des comportements du voisin palestinien (l'inverse est d'ailleurs tout aussi vrai). Sauf scénario-catastrophe, Kadima devrait maintenir sa confortable avance, mais le parti se trouvera vite devant un dilemme. Le succès électoral du Hamas, qui ne reconnaît pas la légitimité d'Israël, valide, plus que jamais, le discours sur « l'absence de partenaire » et justifie l'unilatéralisme choisi par Ariel Sharon. En même temps, procéder à des retraits territoriaux supplémentaires, en Cisjordanie, sans concertation, éviterait au Hamas tout aggiornamento de sa position radicale sur Israël tout en lui permettant, à bon compte, d'attribuer ce nouveau geste à son intransigeance. A l'évidence, face au Hamas, l'unilatéralisme montre, de façon criante, ses limites.